

#18 VISION SYNDICALE

CSI Confédération syndicale internationale
Mai 2010



→ OIT



Travail des enfants: **Stop!**

215 millions, c'est l'estimation du BIT concernant le nombre d'enfants au travail. L'un des Objectifs du millénaire pour le développement est pourtant d'assurer l'éducation primaire pour tous avant 2015. Il y a urgence!

Engagés de longue date dans la lutte contre le travail des enfants, les syndicats multiplient campagnes, négociations, plaidoyers envers le monde politique et actions de terrain pour aider les enfants à retrouver le chemin de l'école. Exemples concrets de mobilisation syndicale avec ces dossiers de reportages réalisés en Colombie, en Inde, au Népal et au Maroc.

La lutte contre le travail des enfants permet d'obtenir des augmentations salariales

En Inde et au Népal, les effectifs de plusieurs syndicats ont spectaculairement augmenté suite à la création d'écoles pour les enfants travailleurs de briqueteries. Ils sont ainsi parvenus à négocier de meilleurs salaires.

En Inde, les briqueteries sont l'un des secteurs les plus difficiles à syndicaliser. Leurs propriétaires sont généralement des personnes puissantes sur le plan local, ils ont des connexions politiques, se permettent de ne pas respecter les lois et d'exploiter les travailleurs. Appliquer les techniques habituelles de syndicalisation s'est souvent avéré vain, voire dangereux pour les travailleurs. Des organisations affiliées à l'IBB (1) ont expérimenté une nouvelle façon d'approcher ce milieu, via la lutte contre le travail des enfants. "Nos militants commencent par visiter les briqueteries en prenant pour excuse d'acheter des briques. Petit à petit, ils font la connaissance des travailleurs, ils les rencontrent ensuite dans des lieux publics comme les marchés. Ils leur proposent des projets pour leurs enfants au lieu de leur parler immédiatement de syndicats: dans certains endroits, l'image de nos organisations est mauvaise car beaucoup de travailleurs ont été exploités par des dirigeants syndicaux qui étaient avant tout des hommes politiques", explique J.L.Srivastava, coordinateur du projet contre le travail des enfants de l'IBB en Inde.

Face au manque d'infrastructures scolaires de qualité dans les régions rurales où se trouvent les briqueteries, l'IBB a proposé la création d'écoles pour les enfants de travailleurs. La gestion des deux premières écoles a débuté en 1995 avec le soutien du BIT-IPEC (2) dans les Etats du Pendjab et d'Uttar Pradesh. Après des premiers résultats encourageants, huit affiliées indiennes de l'IBB ont reçu des fonds de plusieurs syndicats étrangers (Pays-Bas, Danemark, Finlande, Australie, Canada) pour multiplier ces projets. Elles gèrent actuellement 15 écoles dans cinq Etats indiens. "L'objectif de l'IBB n'est pas de remplacer les autorités publiques dans la gestion d'établissements scolaires, souligne Rajeev Sharma, coordinateur de l'IBB en Asie du Sud. Lorsque nos écoles sont bien développées et que nous avons la certitude que le gouvernement peut les prendre en charge en conservant la même qualité d'enseignement, nous lui en confions la gestion, tout en continuant à surveiller de près leur bon fonctionnement". Une dizaine d'écoles syndicales ont ainsi déjà été transférées au gouvernement.

Les militants syndicaux vont de travailleur en travailleur pour tenter de les convaincre d'envoyer leurs enfants à l'école. Shobhat Masik, mobilisateur syndical employé par le syndicat de la construction BMS (3), témoigne: "Les enfants ne sont pas employés par les propriétaires des briqueteries, mais ils aident leurs parents dès l'âge de quatre ou cinq ans: préparer la terre, retourner les briques quand elles sont cuites, les empiler, ... Or, les travailleurs sont payés en fonction du nombre de briques produites. Quand je leur parle des effets néfastes du travail des enfants, ils me répondent que leur revenu va diminuer si l'enfant va à l'école, qu'ils n'ont pas les moyens de payer la scolarité de plusieurs enfants. Il faut donc beaucoup parler pour les motiver, leur expliquer qu'en refusant toute scolarité à leurs enfants, ils reproduisent les problèmes de pauvreté de génération en génération. La plupart de ces parents ne sont pas éduqués eux-mêmes, il faut être patient pour les convaincre du fait qu'il s'agit d'un bon investissement familial sur le long terme".



Comme ce garçon de 6 ans à Fatehabad (Uttar Pradesh), plus de 11.000 enfants indiens ont quitté le travail pour être scolarisés grâce aux projets de l'IBB

"Si le syndicat BMS ne m'avait pas convaincu de l'importance de la scolarité, j'aurais continué à faire travailler ma fille de 12 ans. Mon épouse, mes enfants plus âgés et moi-même travaillons de plus en plus pour qu'elle puisse aller à l'école. Nous nous levons à 3 h du matin, nous sommes à la briqueterie de 4h à 21h, 6 jours sur 7. Ça génère beaucoup de nervosité car si nous n'atteignons pas le quota de 1.000 briques, nous ne recevons pas le salaire minimum".

Dilbagh Singh, 43 ans, de la briqueterie Mittal du village de Bhullar, Pendjab



Des dizaines de milliers de nouveaux membres

"La création d'écoles permet surtout d'améliorer l'image des syndicats auprès des travailleurs, des autorités et des employeurs, ce qui sert ensuite à développer d'autres activités, explique J.L.Srivastava. Elles sont un excellent point d'entrée dans ces communautés. Nous pouvons ensuite rendre de nombreux autres services aux travailleurs, comme les aider à obtenir les aides sociales auxquelles ils ont droit". Ces projets ont permis aux syndicats d'augmenter fortement leur nombre de membres. "Nous avons recruté 30.000 nouveaux membres depuis le début du projet contre le travail des enfants, en 1995, affirme Kulwant Singh Bawa, secrétaire général du syndicat de la construction BMS, actif dans l'Etat du Pendjab. Nous comptons actuellement 40.000 membres payant leur cotisation, et 40.000 membres non payants". Le même enthousiasme prévaut en Uttar Pradesh, où le syndicat UPGMS (4) est passé de 50 membres en 1995 à plus de 48.000 membres à l'heure actuelle.

La baisse de revenu suscitée par le retrait d'un enfant est compensée par les hausses de salaires obtenues par des syndicats rendus plus forts dans les négociations suite à l'augmentation de leur nombre de membres. "Au Pendjab, BMS est parvenu à faire passer le salaire de 160 à 286 roupies indiennes (3,5 à 6,4 dollars) au cours de ces 10 dernières années", souligne J.L. Srivastana. La hausse est



Si le travail des enfants est en partie le résultat de la pauvreté, il la perpétue également à la car il affaiblit la puissance de négociation collective des adultes.



Rajeev Sharma,
coordinateur de
l'IBB en Asie du Sud

tout aussi importante en Uttar Pradesh. Tula Ram Sharma, président de l'UPGMS: "Des négociations avec l'association des employeurs de briqueteries nous ont permis d'augmenter le salaire de 70 roupies pour 1.000 briques en 1995 à 150 roupies à l'heure actuelle". Les militants des syndicats affiliés à BWI aident aussi les travailleuses à constituer des groupes d'entraide qui leur permettent d'obtenir des microcrédits, de démarrer de petites activités génératrices de revenus, ...

Extension au Népal

La réussite des projets contre le travail des enfants en Inde a incité BWI à les étendre au Népal, où ses deux affiliées CUPPEC (5) et CAWUN (6) gèrent maintenant trois établissements scolaires. CAWUN a mis en place une école primaire dans l'une des 14 briqueteries de Sudal, non loin de la ville de Bhaktapur, avec le soutien du Centre finlandais de solidarité syndicale SASK. "Nous comptons 1.900 membres dans le district de Bhaktapur lors de l'ouverture de cette école, en janvier 2008. Elle nous a aidé à recruter entre 200 et 400 nouveaux membres par mois, explique Rajendra Kumar Baniya, secrétaire général de CAWUN. Environ la moitié des travailleurs des briqueteries de Sudal sont des migrants venus d'autres districts du Népal. Leurs enfants peuvent suivre les cours dans notre école, puis passer leurs examens dans l'école de leur localité d'origine. 85% des élèves migrants ont ainsi réussi leurs examens l'an dernier".

Comme en Inde, les militants syndicaux doivent souvent retourner plusieurs fois chez les parents pour les assurer de l'utilité de la scolarité. Parfois, ce sont les travailleurs qui envoient déjà leurs enfants à l'école qui convainquent les autres. La syndicalisation progressive des travailleurs de Sudal permet de négocier de meilleurs salaires qui peuvent compenser la perte de revenu liée à l'arrêt du travail d'un enfant. "Lorsque je travaille avec ma femme, je parviens à produire 1.000 briques sur une journée de 11 heures de travail, mais si je reçois l'aide d'une de mes filles, âgée de



Chattar Singh, membre du syndicat UPGMS en Uttar Pradesh, se réjouit de s'être laissé convaincre par les militants syndicaux d'envoyer ses enfants à l'école: "Ils ont d'autres perspectives que le travail en carrière, le seul débouché professionnel dans ma région. Ils peuvent aller en ville, monter un petit commerce dans un village voisin, ... La scolarité change la vie. Ma dernière fille, âgée de 18 mois, ira à l'école elle aussi".

9 ans, nous pouvons en fabriquer 150 de plus, témoigne Minbahadur Thapa, un travailleur de Sudal. L'an dernier, le syndicat est parvenu à faire passer le salaire de 270 à 410 roupies népalaises (3,7 à 5,7 dollars) pour la fabrication de 1.000 briques. Cette augmentation du revenu de ma famille a achevé de me convaincre de laisser ma fille assister aux cours de l'école de CAWUN".

(1) Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, www.bwint.org

(2) Programme international pour l'abolition du travail des enfants

(3) Bhattha Mazdoor Sabha, affiliée à Hind Mazdoor Sabha (HMS)

(4) Uttar Pradesh Gramin Mazdoor Sangthan, affiliée au Congrès national des syndicats indiens (INTUC)

(5) Central Union of Painters, Plumbers, Electro and Construction Workers, affiliée à la Fédération générale des syndicats népalais (GEFONT)

(6) Construction & Allied Worker's Union of Nepal, affiliée au Congrès syndical népalais indépendant (NTUC-I)

Inde: 100 jours d'emploi pour lutter contre le travail des enfants

Plus de 70% des enfants travailleurs dans le monde sont employés dans l'agriculture. En Inde, le syndicat APVVU utilise une loi sur la garantie de l'emploi en région rurale pour convaincre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école.

L'adoption en 2005 de la loi nationale sur la garantie de l'emploi dans les zones rurales ("National Rural Employment Guarantee Act", NREGA) est une petite révolution pour les travailleurs et travailleuses les plus pauvres en Inde. Elle a été approuvée après des années de pressions de la société civile, dont les syndicats. Selon cette loi, tous les ménages ruraux ont le droit de recevoir du gouvernement au moins 100 jours de travail par an. Il s'agit de travaux manuels accomplis pour la réalisation de projets demandés par les communautés locales et approuvés par les autorités: nettoyage de réservoirs d'eau, creusement de petits étangs d'irrigation, démarquage de terres, construction de petites routes, etc.

Si la NREGA est l'un des instruments législatifs les plus progressistes adoptés ces dernières années en Inde, son application sur le terrain demeure inégale. Le syndicat APVVU (1), actif dans l'Etat d'Andhra Pradesh, mobilise ses

forces pour que tous les travailleurs puissent en bénéficier. "Il fallait s'enregistrer avant 2006 auprès des autorités et déclarer que l'on voulait obtenir un travail selon ce schéma, mais l'information n'arrivait pas toujours à temps aux travailleurs, explique P. Chennaiah, secrétaire et responsable de la coordination de l'APVVU. Grâce à nos campagnes de sensibilisation, 800.000 personnes ont reçu une carte de demandeur d'emploi "NREGA". Les lenteurs de la bureaucratie, la corruption et les pratiques malhonnêtes de certaines personnes influentes freinent aussi l'application de la loi. En 2009, à peine 5% des villages de l'Etat d'Andhra Pradesh ont reçu les 100 jours d'emploi prévus (la moyenne est de 62 jours), mais ce pourcentage monte à 30% dans les localités où notre syndicat aide les travailleurs à demander la mise en œuvre de cette loi".



Salaires agricoles en hausse

Même si le salaire de 100 roupies (2,2 dollars) payé pour les emplois obtenus en vertu de la NREGA est inférieur au salaire minimum, il a contraint les employeurs à augmenter quelque peu les salaires dans le secteur agricole. "Le salaire minimum en septembre 2008 était de 126 roupies par jour dans les zones irriguées, 123 dans les zones semi-irriguées et 119 dans les zones sèches en Andhra Pradesh, souligne P. Chennaiah. Dans la pratique, depuis l'application de la NREGA, les propriétaires terriens sont sous pression pour augmenter les salaires car ils ont moins de main-d'œuvre à disposition: pour un même travail, les revenus sont passés de 30 à environ 40-50 roupies par jour (de 0,6 à 0,9-1,1 dollars) pour une femme, et de 50 à 50-60 roupies pour un homme. Là où un syndicat est actif, nous obtenons l'égalité salariale entre hommes et femmes".

Avant 2006, durant la basse saison agricole, beaucoup de travailleurs ruraux migraient vers les grandes villes comme Bangalore, Chennai et Hyderabad. Certains y emmenaient leurs enfants mais ceux-ci n'allaient généralement pas à l'école en raison, notamment, de la difficulté de s'inscrire dans un nouvel établissement en cours d'année scolaire, ainsi que du manque de prise de conscience des parents de l'importance de l'enseignement. La plupart des enfants de travailleurs migrants finissaient donc par travailler en compagnie de leurs parents. Ceux qui ne suivaient pas leurs parents devaient rester à la maison pour aider leurs frères et sœurs plus jeunes, les grands-parents, surveiller les animaux d'élevage, etc. Ils n'allaient donc pas à l'école non plus.

L'APVVU utilise la NREGA pour convaincre les parents de ne pas partir dans les grandes villes. P. Chennaiah: "Nous leur expliquons qu'en restant ici, ils devront certes se contenter de 100 roupies par jour au lieu de gagner 150 ou 200 roupies par jour en tant que migrants, mais dans leurs villages, ils ont au moins un abri, alors que dans les villes,

leurs conditions de vie et de travail sont souvent très mauvaises. Et puis, ici, ils sont dans un environnement familial qui peut les aider en cas de gros problème. Nous passons un accord avec chaque ménage: nous nous engageons à l'inscrire dans le système de la NREGA, à l'aider à obtenir des autorités le paiement du salaire endéans les 15 jours. Mais si leurs enfants ne vont pas à l'école, nous ne l'aidons plus. L'application de ce principe génère de l'emploi: dans le type de travail agricole effectué en Andhra Pradesh, le retrait de deux enfants du travail crée une moyenne d'un emploi d'adulte".

Autocontrôle de la part des communautés

L'APVVU constate un grand changement dans les mentalités, y compris chez les travailleurs qui n'avaient pas pour habitude de migrer en basse saison agricole. "Nous sommes actifs depuis longtemps contre le travail des enfants, souligne P. Chennaiah. Avant, nous montrions aux travailleurs ses effets négatifs par des petites pièces de théâtre, nous essayions de les sensibiliser en utilisant l'émotionnel. Le problème était que si l'enfant n'aimait plus aller à l'école, les parents se servaient de cette excuse pour ne plus les scolariser. C'est très différent à l'heure actuelle: il existe un contrôle social dans chaque unité, ses membres décident eux-mêmes que les enfants peuvent et doivent aller à l'école. Comme le revenu a augmenté, ils ont moins besoin du revenu des enfants".

La lutte de l'APVVU contre le travail des enfants passe maintenant par une collaboration avec les enseignants et leurs syndicats afin d'améliorer les taux de scolarisation des populations les plus défavorisées, comme les Dalits (les "intouchables"). "Nous contactons les enseignants des écoles publiques pour les sensibiliser, les aider à comprendre la culture des personnes des castes inférieures, explique le coordinateur de l'APVVU. C'est important car beaucoup d'enseignants sont issus des castes supérieures et continuent de penser que les enfants des basses castes ne sont pas 'faits' pour l'enseignement. Nous menons par



Le retrait de deux enfants du travail crée un emploi d'adulte.



P. Chennaiah
(APVVU)



Ces travailleurs de l'Andhra Pradesh ont été convaincus par le syndicat APVVU de ne plus migrer en ville et de scolariser leurs enfants afin de bénéficier d'une loi garantissant 100 jours d'emploi en région rurale.

exemple une marche deux fois par an, de village en village, pour sensibiliser les enseignants et tous les travailleurs à la nécessité d'envoyer tous les enfants à l'école".

Le combat pour l'application de la NREGA et l'abolition du travail des enfants a permis à l'APVVU de renforcer ses effectifs. "Sur les 800.000 personnes que notre syndicat a aidés à s'inscrire dans ce système, 154.000 sont devenus membres entre 2006 et 2009, ce qui porte le total de mem-

bres à 574.500. Au contraire des partis politiques, notre aide a comme principale ambition de venir en aide aux plus pauvres, et non de les affilier à tout prix, mais une hausse de près de 40% des membres en près de trois ans demeure une performance très encourageante", conclut P. Chennaiah.

(1) Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union, membre de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes. (UITA, www.iuf.org)

Une lueur d'espoir pour les enfants colombiens

Travail dans les mines, exploitation sexuelle, travail domestique, recrutement par des gangs... le risque est grand pour les enfants colombiens défavorisés d'être entraînés un jour dans les pires formes de travail. En prévention, la confédération CGT mise sur l'éducation et la sensibilisation.

La Confédération générale des travailleurs (CGT) est l'un des syndicats les plus expérimentés dans la lutte contre le travail des enfants. Depuis les années 70, elle a commencé à sensibiliser les membres de ses organisations affiliées aux effets négatifs de cette exploitation. "Lors des réunions syndicales organisées durant le week-end, certains adultes venaient avec leurs enfants qui, en général, étaient des enfants travailleurs, explique Myriam Luz Triana, secrétaire nationale des finances de la CGT. Nous avons commencé à organiser des jeux, à communiquer avec ces enfants pendant que leurs parents assistaient aux réunions. Nous avons appris beaucoup de choses sur le vécu des enfants à la maison, sur les types et conditions de travail, etc. Petit à petit, nous avons réuni un groupe d'environ 150 enfants de travailleurs syndiqués et d'amis de ces enfants. Nous les amenions une fois par semaine dans le parc situé en face du local de la CGT à Bogota pour un repas et une série d'activités ludiques destinées à renforcer l'estime de soi, à comprendre les droits des enfants, etc."

En 1996, la CGT décide d'aller plus loin en proposant des cours d'accompagnement scolaire pour les enfants. Des militants de la CGT contactent les directions et enseignants des écoles, demandent qui sont les enfants en difficulté, les rencontrent et essaient de convaincre leurs parents de les laisser bénéficier de ces activités de rattrapage. Ils demandent ensuite aux élèves inscrits s'ils connaissent des enfants non scolarisés qui aimeraient se joindre à eux. Ce type de programme existe actuellement à Facatativa et Bojaca, deux localités situées non loin de la capitale Bogota et à Ciudad Bolivar, l'une des zones les plus pauvres de Bogota. A Ciudad Bolivar, entre 25 et 40 enfants vont à l'école le matin et rejoignent le local de la CGT de 14h30 à 17h. Tous sont scolarisés car le local est situé dans la partie la moins défavorisée de Ciudad Bolivar, celle qui est située à la plus basse altitude. Il serait très risqué pour la CGT de développer ses activités plus en hauteur, là où les groupes hors-la-loi sont présents en grand nombre et où il vaut mieux garder profil bas, surtout en tant que syndicalistes.

L'accompagnement scolaire de la CGT façonne un projet de vie et est dû aux difficultés qu'éprouvent les enfants à assimiler certaines matières durant les heures de classe habituelle (en raison notamment d'un trop grand nombre d'enfants par classe qui empêche les enseignants de pouvoir consacrer l'attention nécessaire aux élèves les plus faibles). Le niveau de scolarité atteint par les parents est un autre obstacle. "J'ai souhaité que mon fils participe aux activités de la CGT car il ne réussissait pas très bien à l'école, entre



Les enfants participant aux activités de la CGT améliorent leurs résultats scolaires et leur comportement social.

autres car personne ne peut être à ses côtés pour ses devoirs à la maison, explique Gloria, 38 ans, une habitante de Ciudad Bolivar. Je voudrais l'aider, mais je n'ai même pas atteint le niveau de l'école secondaire. Ses résultats scolaires s'améliorent beaucoup depuis qu'il est aidé par les éducateurs et les militants de la CGT".

Amélioration du comportement des enfants

La confédération a demandé à une pédagogue, Luz Mila Triana, de développer des jeux facilitant la compréhension de certaines matières. "Pour les mathématiques, ce sont par exemple des jeux de cartes dans lesquels les enfants doivent utiliser des calculs, explique-t-elle. Pour apprendre à la fois la lecture et les bonnes valeurs, nous donnons aux enfants des textes à lire et ils doivent reproduire dans des jeux ce qu'ils ont lu". A côté de la hausse des résultats scolaires, les parents se réjouissent d'une amélioration importante du comportement des enfants envers les membres de leur famille, leurs amis, etc. "Avant, mon fils avait parfois

De meilleurs résultats scolaires

"Je suis chaque vendredi les activités d'accompagnement scolaire de la CGT, qui m'ont aidé à réussir les examens dans les matières où je connaissais des difficultés. J'avais parfois de petits problèmes de compréhension mais mon principal souci était que ma famille n'a pas assez d'argent pour acheter les livres nécessaires à l'étude. D'autres enfants qui participent aux cours de la CGT m'ont prêté leurs livres et depuis, mes résultats sont bons".

Ronald, 12 ans, élève qui assiste au programme de la CGT à Facatativa

Engagement à long terme

"Pour la CGT, la lutte contre le travail des enfants n'est pas une mode, nous la poursuivons avec ou sans soutien financier international. A Ciudad Bolivar, l'une des zones les plus pauvres de Bogota, les habitants ont été surpris que nous restions car ils avaient l'habitude de voir des organisations "caritatives" venir les aider avec des objectifs politiques, puis partir à la fin des élections".

Myriam Luz, secrétaire nationale des finances de la CGT



tendance à être violent avec d'autres enfants, mais ça s'est nettement amélioré depuis qu'il assiste aux cours de la CGT, note Luz Marina, une habitante de Facatativa. Les éducateurs et les militants lui apprennent le respect des autres, y compris des personnes âgées".

Ces changements de comportement dans la vie de tous les jours peuvent paraître étonnants si l'on considère le peu de temps passés en compagnie des éducateurs de la CGT à Bojaca et Facatativa (de trois à quatre heures par semaine, alors que dans la zone de Ciudad Bolivar à Bogota, il s'agit de trois heures par jour). Il semble que l'influence de personnes extérieures à la famille et à l'école joue un rôle important, d'autant que tout se passe de façon ludique. Luz Mila Triana: "Nous organisons parfois des jeux qui aident les enfants à distinguer les bons ou mauvais comportements, etc. Si, par exemple, un enfant a maltraité un de ses camarades de classe, nous allons créer un jeu où les rôles sont inversés, afin qu'il comprenne ce que ressent l'autre. Nous les aidons ainsi à percevoir les réalités de parents, d'enseignants, ...".

Prévenir les mauvaises fréquentations

Au-delà de ces améliorations, le programme constitue aussi une véritable prévention du travail des enfants. "Nos activités préviennent les risques que les enfants soient exposés aux drogues, aux mauvaises fréquentations (par exemple avec les gangs), qu'ils soient poussés par leur famille à travailler", note Claudia Castro, coordinatrice du

programme la CGT à Ciudad Bolivar. Claudia est l'une des cinq personnes employées par la CGT qui sont d'anciens enfants travailleurs et faisaient partie du premier groupe de 150 enfants bénéficiaires des activités du syndicat. Elle a travaillé enfant dans la fabrication de feux d'artifice et dans les mines d'émeraudes.

La CGT estime que jusqu'à ce jour, ses programmes et activités ont eu un impact sur 5.000 enfants. "Mais quand nous menons nos sensibilisations dans les écoles, nous atteignons encore plus de gens, souligne Myriam Luz. Les enseignants et les enfants transmettent aux communautés ce qu'on leur a dit, même si tous ne viennent pas dans nos programmes d'accompagnement scolaire. Tous nos syndicats de l'économie informelle continuent par ailleurs à être régulièrement sensibilisés au travail des enfants".

La CGT n'a pas récolté de nouveaux membres grâce à ce programme, mais selon Myriam Luz, là n'était pas l'objectif. "C'est peut-être une erreur de ne pas penser davantage à nous mais le plus important, ce sont les enfants. Nous avons reçu énormément de remerciements des parents qui comprennent que la CGT va plus loin que les activités syndicales habituelles, et en parlent à d'autres travailleurs". Le secrétaire général de la CGT, Julio Roberto Gomez Esguerra, abonde dans le même sens: "Tout cela nous apporte une reconnaissance, y compris de la communauté non syndicale, des familles. Cette amélioration de l'image de la CGT est un investissement à long terme, une graine qui peut se développer".

"Ils ont placé une arme dans ma main et une cigarette dans ma bouche"

Jasbleidy, 15 ans, a échappé aux guérilléros et aux pires formes de travail des enfants. Elle est maintenant monitrice dans un programme de la CGT qui aide les enfants défavorisés.



Je suis originaire d'El Rubi, dans le département de Santander. J'ai commencé à travailler à l'âge de 8 ans: je faisais le ménage et je devais préparer les repas pour mon père et 16 travailleurs actifs dans la culture de la coca. Ma mère et moi souhaitions que j'aille à l'école, mais mon père s'y opposait car selon lui, "les études, c'est pour les ânes". La situation devenait dangereuse dans cette région, des guérilléros essayaient de m'influencer, ils ont placé une arme dans ma main et une cigarette dans ma bouche, ils essayaient de m'attirer à eux.

Je n'ai commencé à aller à l'école qu'à l'âge de 10 ans, quand ma mère a quitté mon père pour venir vivre à Bojacá, non loin de Bogota, où la situation est plus sécurisante. J'ai 15 ans maintenant et je suis en train de rattraper mon retard scolaire sur les adolescents de mon âge. Le programme d'accompagnement scolaire de la CGT m'a aidé dans toutes les matières où j'avais des difficultés, ça m'a permis de réussir tous mes examens. Mon rêve est d'être chanteuse, et aussi de poursuivre ma scolarité pour devenir enseignante, voire psychologue afin d'aider les enfants en difficulté.

A l'heure actuelle, je ne travaille plus que le dimanche, de 6 h à 18 h. Je vends les tickets sur les parkings où les touristes viennent se garer et je vais chercher de l'eau dans le puits pour alimenter les toilettes. Je gagne 15.000 pesos (7,7 dollars) par jour. Avant ce boulot, j'ai aussi vendu des bagues (je gagnais environ 5.000 pesos pour un travail de 7 à 17h), j'ai travaillé sur le marché, j'ai été travailleuse domestique, ...

Chaque vendredi après-midi, je suis l'une des monitrices du programme de la CGT, et je gère les autres moniteurs. J'aime enseigner, être leader. Je sais que certains enfants sont timides, mais je parle facilement à tout le monde. J'essaie de communiquer avec les enfants, de leur conseiller de ne pas travailler, je leur dis qu'au marché par exemple, ils peuvent se couper, se brûler, ... Je n'aime pas tellement leur parler de ma propre expérience car ça génère du stress en moi, mais j'aime les entourer et les pousser à aller le plus loin possible dans leurs études.

Prévenir l'abandon scolaire pour lutter contre le travail des enfants

Au Maroc, le Syndicat national des enseignants est en première ligne dans la lutte contre l'abandon scolaire. Un programme d'actions mené à Fès maintient les enfants à école et permet aussi au syndicat d'améliorer son image tout en étoffant ses effectifs.

Environ 250.000 enfants abandonnent chaque année l'école primaire au Maroc. La grande majorité d'entre eux aboutissent dans diverses formes de travail (agriculture, travail domestique, artisanat, forges, ...) et compromettent ainsi leurs chances de sortir de la pauvreté. C'est pour enrayer cet engrenage que le Syndicat national des enseignants (SNE), gère depuis 2004 un programme d'actions soutenu par trois organisations hollandaises (la fédération syndicale FNV, Oxfam Pays-Bas et le syndicat d'enseignants AOb) afin de prévenir l'abandon scolaire(1). Ce programme s'est d'abord concentré dans cinq écoles primaires situées dans les quartiers les plus pauvres de la ville de Fès puis, face aux succès obtenus, il s'est étendu à quatre autres régions du Maroc.

L'un des points essentiels du programme du SNE est de changer la mentalité des enseignants vis-à-vis des élèves. *"Dans plusieurs écoles, des punitions corporelles sont encore infligées aux élèves. Certains enfants haïssent l'école en raison des coups et risquent d'abandonner leur scolarité"*, explique Abdelaziz Mountassir, vice-président du SNE. Le syndicat offre des formations pédagogiques aux enseignants pour changer ces habitudes. Elles incluent notamment des sensibilisations aux droits de l'enfant. *"Au début du programme, les enseignants n'avaient aucune idée de ce que sont les droits de l'enfant, les conventions internationales et la législation marocaine à ce sujet. Nous organisons aussi des ateliers de sensibilisation sur ces thèmes pour les parents"*, poursuit Abdelaziz Mountassir.

El Kasbouï Boushat, directeur d'un des établissements scolaires inclus dans la première phase du projet, l'école Al Quods de Fès, se réjouit des résultats obtenus: *"Sur les 35 enseignants de mon école, 8 ont suivi ces formations, ils ont ensuite expliqué son contenu aux autres. Le but est que l'élève perçoive un changement dans l'école. Pour les enseignants qui ont 20 ou 30 années de carrière, il faut parfois du temps avant de les convaincre de changer de comportement, de ne plus frapper ou insulter des élèves, mais en constatant les résultats sur la chute de l'abandon scolaire, ils s'adaptent"*.

Le programme du SNE vise aussi à améliorer la communication entre parents, enseignants et direction. *"Chaque mois, les instituteurs appellent les parents pour partager avec eux les problèmes des enfants à l'école ou à la maison, explique El Kasbouï Boushat. Ils essaient d'aborder les problèmes de fonds. Si un enfant est toujours en retard ou ne fait pas ses devoirs, ça peut être dû à un problème de violence domestique. Entre 70 et 80% des parents d'élèves de mon école sont analphabètes. Lorsque je le juge nécessaire, j'appelle les parents dans mon bureau pour leur rappeler la nécessité d'inciter leurs enfants à faire leurs devoirs"*. Le programme syndical parvient aussi à convaincre les enseignants et directeurs d'école de mettre tout en œuvre pour contacter les parents des enfants qui abandonnent l'école, quitte à se rendre plusieurs fois à leur domicile.

Offrir des lunettes peut changer la vie d'un enfant

Le SNE propose une aide matérielle aux enfants les plus



Toutes les écoles participant au programme du SNE ont connu une baisse spectaculaire du nombre d'abandons et une hausse du nombre d'affiliés au SNE.

pauvres, notamment sous la forme de distribution de livres scolaires et de lunettes. Des milliers d'enfants marocains perdent leur motivation pour la scolarité parce qu'ils développent des problèmes d'acuité visuelle qui les empêchent de lire ce qui est inscrit sur les tableaux, tandis que leurs parents n'ont pas les moyens d'acheter des lunettes. Les autorités publiques prévoient la distribution de lunettes à ces enfants mais, dans la pratique, il semble que leur nombre soit inférieur aux besoins. *"En juin 2009, nous avons distribué 33 lunettes pour une valeur de 150 à 600 dirhams (18 à 73 dollars) souligne Mohammed Eddakkar, directeur de l'école Bensouda 4 de Fès. C'est important car les revenus sont de 20 à 30 dirhams par jour pour un travail de 6 à 20h au marché central, par exemple comme porteur. Or, dans ce quartier, il y a de 8 à 9 personnes par famille. Beaucoup de parents en difficulté sont des femmes seules, délaissées ou veuves"*.

Le SNE s'attache à embellir les écoles impliquées dans son programme afin de les rendre plus attractives: nettoyage des cours de récréation, mise en couleur des murs, etc. *"Des activités culturelles (dances, musique, théâtre, ...) sont aussi menées pour que les élèves et les parents sentent que l'école est la leur, qu'ils aiment s'y attarder, explique Mohammed Moufid, coordinateur du programme du SNE à l'école Hay Chouhadae de Fès. Une bibliothèque a été créée. Nous collaborons par ailleurs avec des ONG pour que les élèves partent de temps à autre en voyage scolaire"*. Le SNE finance aussi des cours de soutien scolaire pour les enfants en difficulté. *"C'est important car l'une des raisons qui poussent les parents à retirer leur enfant de l'école est qu'il n'a pas de bonnes notes, souligne Abdelaziz Mountassir. Vu leur propre ignorance, ils se demandent alors à quoi bon dépenser de l'argent pour la scolarité"*.

Chute spectaculaire des abandons

Tous les établissements scolaires participant au programme ont connu une baisse spectaculaire du nombre d'abandons en cours de cycle primaire. A l'école Al Quods par exemple,

L'IE a lancé une campagne mondiale contre le travail des enfants. Elle collabore avec d'autres fédérations syndicales internationales, l'OIT, et des ONG telles que la Marche mondiale contre le travail des enfants et la Coalition "Stop Child Labour". L'IE encourage notamment ses membres à faire pression auprès de leurs gouvernements afin qu'ils consacrent au moins 0,7% de leur PIB à l'aide au développement et qu'un pourcentage plus élevé de ce montant soit consacré à une éducation publique de qualité.





il est passé de 18 en 2003 à 6 en 2009. A l'école du 18 novembre, ce nombre a chuté de 160 en 2004 à 24 en 2007. A l'école Bensouda 4, il a diminué de 70 en 2008 à 30 en 2009, après à peine une année d'activités du programme du SNE. Les écoles participantes au projet notent aussi une augmentation du nombre d'inscriptions, parfois au détriment d'autres écoles du même quartier.

Les activités contre le travail des enfants ont favorisé davantage de collaboration entre syndicats et directions des écoles incluses dans le programme ainsi qu'un meilleur dialogue avec les autorités de l'enseignement aux niveaux local et national. Elles ont aussi permis au SNE de recruter de nouveaux membres et d'améliorer son image. "La réputation de notre syndicat s'améliore au sein des enseignants, affirme Abdellah Hijazi, coordinateur du programme du SNE à l'école Al Quods. Au Maroc, les syndicats ont toujours défendu les intérêts des travailleurs, mais on voit maintenant qu'ils travaillent aussi pour les enfants. Cela motive les enseignants à nous rejoindre. Dans mon école, le programme a permis de faire passer le nombre de membres de 21 à 29 entre 2003 et 2010". A l'école du 18 novembre, le SNE explique que son nombre de membres est passé de 20 à 30 (sur un total de 32 enseignants) au cours du projet. A l'école

Hay Chouhadae, 90 enseignants se sont affiliés au SNE depuis le début du programme en 2003.

Le gouvernement du Maroc a récemment adopté un plan d'urgence pour lutter contre l'abandon scolaire. Les décideurs politiques ont visité les activités du SNE, et plusieurs points du programme sont développés à large échelle par les autorités: rendre les écoles plus attractives, meilleure formation des enseignants, amélioration de l'équipement des établissements scolaires, soutien à l'achat de fournitures scolaires, ...

Pour la SNE, si ce plan gouvernemental est le bienvenu, il arrive très tard. "Le Maroc garantit le droit de l'enfant à l'éducation jusque l'âge de 15 ans, mais les lois qui doivent mettre ce droit en application sont très faibles, regrette Abdelaziz Mountassir. Le gouvernement n'a jamais sanctionné un parent pour n'avoir pas emmené un enfant à l'école, de même qu'on ne sanctionne pas les employeurs d'enfants. Le gouvernement est surpris qu'il y ait plus de 600.000 enfants qui travaillent dans l'industrie informelle, l'agriculture, etc., mais il sait très bien que 1,4 millions d'enfants ne vont pas à l'école... sur une population de 30 millions, c'est grave!"

(1) Sur le plan international, le SNE est affilié à l'Internationale de l'Education. (www.ei-ie.org)

Une priorité et un rôle clé pour les syndicats

Education, protection sociale, droits syndicaux, développement... pour la CSI, la lutte contre le travail des enfants nécessite une approche globale.

Selon les dernières estimations de l'Organisation internationale du travail, 215 millions d'enfants travaillent dans le monde, dont 115 millions dans activités dangereuses. 60% d'entre eux sont actifs dans l'agriculture, 26% dans le secteur des services et à peine 7% dans l'industrie. 88 millions de ces enfants sont des filles, dont le travail est souvent caché (travail domestique, travail dans les petites entités agricoles, dans les petits ateliers familiaux, ...).

Informers les familles et faire pression sur les employeurs

Pour la CSI, le travail des enfants n'est pas un phénomène pouvant être traité de façon isolée. Il est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté et du faible niveau de protection sociale. Les enfants travailleurs étant une source de main-d'œuvre abondante, facilement exploitable et bon marché, ils contribuent à la baisse des salaires. Le travail des enfants entraîne aussi un affaiblissement de la capacité des syndicats à négocier des améliorations des salaires et des conditions de travail. Il augmente par ailleurs le chômage des adultes, particulièrement celui des jeunes, dans la mesure où les enfants peuvent réaliser le même travail pour un salaire inférieur. Avec des enfants privés d'éducation et des adultes privés d'emploi, c'est l'avenir de toute la société qui est en danger.

Les syndicats occupent une place unique pour lutter contre le travail des enfants: lors de leurs contacts avec des dizaines de millions de travailleurs adultes, ils peuvent les informer sur l'importance de l'éducation des enfants et les effets négatifs du travail des enfants. Sur les lieux de travail, les syndicats peuvent exercer une pression sur les employeurs

afin de garantir l'élimination du travail des enfants.

Au niveau national, les syndicats peuvent mener campagne pour que les gouvernements ratifient et mettent en œuvre les Conventions 138 (âge minimum d'accès à l'emploi) et 182 (pires formes de travail des enfants) de l'OIT, et pour que les employeurs veillent au respect de ces normes dans l'ensemble de leurs opérations, y compris dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Grâce aux campagnes conjointes de la CSI et de ses partenaires du groupement "Global Unions", aux accords négociés par les fédérations syndicales internationales et aux syndicats nationaux, des progrès ont été réalisés pour que l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine disparaisse des chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette exploitation persiste cependant, en particulier au niveau des sous-traitants.

Promouvoir l'éducation obligatoire

Pour la CSI et les fédérations syndicales internationales, l'école est le seul lieu de travail légitime pour les enfants. La CSI collabore avec l'Internationale de l'éducation (IE) pour promouvoir l'éducation obligatoire, gratuite et de qualité pour tous à travers des systèmes éducatifs financés et réglementés par les autorités publiques: si les parents et les enfants ne considèrent pas que l'enseignement est utile, ou si la scolarité est trop onéreuse, les risques de décrochage scolaire sont importants, or un abandon de l'école est presque toujours le premier pas vers le travail des enfants. L'enseignement primaire pour tous est d'ailleurs l'un des Objectifs du millénaire pour le développement à atteindre d'ici à 2015.

La CSI a publié en 2008 un mini guide d'action syndicale contre le travail des enfants. http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/mini_guide_CL_final_FR.pdf

